

# CONTRIBUTION

# PROGRESSISTE

Note thématique de la Fédération Progressiste



*“La « censuritude » : cette maladie française qui confond vigilance démocratique et sabotage national. Modernisons nos institutions pour changer de culture démocratique !”*

par **Alexandre MOURIER**,  
ancien conseiller ministériel

**I**l y a, dans la vie politique française, une tentation devenue réflexe. Un tic, presque une addiction. Une façon de se donner l'illusion de la puissance quand on a renoncé à la patience, au compromis, au travail de fond. Appelons-la la “censuritude” : cette maladie bien de chez nous qui consiste à vouloir bloquer un pays au moindre prétexte, à dégainer la motion de censure comme d'autres dégainent un slogan, à préférer la chute au chantier, le fracas au résultat.

**Depuis 1958, 72 motions de censure spontanées ont été débattues au Parlement, dont 15 depuis 2022 soit 21% d'entre-elles en seulement 3 ans et demi.**

Aujourd'hui, la scène est connue : LFI et le RN agitent la censure du PLF 2026 au motif que le Premier ministre a annoncé le recours au 49.3, faute de majorité. Or ce budget n'est pas tombé du ciel au dernier moment : il est en discussion depuis le mois d'octobre. Les débats se sont enlisés faute d'accord, et l'hypothèse du 49.3 est revenue au centre du jeu politique. Qu'on soit clair : le 49.3 n'est pas un idéal démocratique. C'est un outil constitutionnel rude, qui dit quelque chose de la fragmentation parlementaire.

*“Censurer systématiquement, c'est renoncer [...] Quand on fait tomber tout le monde, à la fin, c'est le pays qui tombe d'abord.”*

.../...

Mais le présenter comme une trahison absolue, comme le prétexte magique qui justifierait de renverser le gouvernement et de plonger le pays dans l'instabilité, **c'est précisément cela, la censuritude : transformer une procédure, aussi contestable soit-elle, en motif automatique de paralysie. C'est cette habitude de la censure qui revient.**

**D'autant qu'il y a une ironie que personne ne devrait oublier : jamais sous la Ve République le Parlement n'a été autant mis à contribution pour adopter le budget de la Nation.** Depuis 2022, et encore plus depuis 2024, nous sommes dans une séquence où l'exécutif n'écrase plus mécaniquement tout, où chaque ligne budgétaire devient un champ de bataille, où le compromis est difficile, parfois humiliant, mais où la représentation nationale est au cœur du processus. Et au moment même où le Parlement pèse, certains veulent faire croire que la seule réponse honorable serait de tout faire tomber.

Oui, ce budget n'est pas bon. Il est imparfait, frustrant, contestable. Seulement, est-ce qu'un budget parfait existe ? **Mais ce budget 2026 répond au moins à trois impératifs que les arlequins feignent d'ignorer, parce que ces impératifs obligent à la nuance, et que la nuance ne fait pas partie du mode d'emploi du sabotage.**

### **1) Réduire le déficit, parce que la dette grignote notre souveraineté.**

On peut faire semblant de ne pas voir, mais la réalité est là : la charge d'intérêts de la dette est en train de devenir un aspirateur budgétaire. Selon Bercy, c'est près de 60 milliards d'euros en 2025. Ce n'est donc pas un concept, c'est de l'argent réel. C'est l'argent qu'on ne met pas dans l'hôpital, dans l'école, dans la justice, dans la recherche, dans les infrastructures qui préparent l'avenir. Et surtout, c'est un fait politique majeur : plus nous payons d'intérêts, plus nous dépendons de nos créanciers. Ce n'est pas un slogan « austéritaire », c'est une question de souveraineté : un pays qui consacre une part croissante de ses marges à servir sa dette se prive de sa capacité d'agir.

### **2) Une situation géopolitique où la force redevient un langage diplomatique.**

Nous entrons dans une époque où des puissances prédatrices testent les frontières, les alliances, les faiblesses. Dans ce monde-là, l'instabilité intérieure est une invitation. Le signal que l'on envoie compte : un pays qui ne parvient pas à se doter d'un budget, qui se déchire jusqu'à l'auto-paralysie, qui transforme chaque désaccord en crise de régime, se rend plus vulnérable. Et ce n'est pas « faire peur » que de le dire : c'est prendre acte du réel.

### **3) Un risque économique majeur : faible visibilité, défiance des acteurs, menace de guerre commerciale.**

L'économie déteste l'incertitude.

Les entreprises, les investisseurs, les collectivités, les ménages ont besoin d'un minimum de cap. Dans une période où les tensions commerciales et le ralentissement peuvent frapper vite, la France ne peut pas s'offrir le luxe d'un théâtre permanent. Bloquer le budget, c'est accroître l'opacité, alimenter la nervosité, et donc affaiblir notre position au pire moment.

Alors oui : ce budget n'est pas bon. Mais il est peut-être, dans le contexte, le budget du possible. Il ne règle pas tout, il ne répare pas tout, il ne satisfait pas tout le monde. **Il permet au moins une chose essentielle : donner à la France des moyens d'agir à un an de l'élection présidentielle, sans faire de l'année qui vient une longue panne organisée, qui coûterait cher aux Français.**

La censuritude, elle, ne construit rien. Elle confond la politique avec la casse. Elle prétend défendre le peuple en organisant l'impuissance. Elle se nourrit d'un raisonnement infantile : « *Puisque ce n'est pas parfait, on détruit.* » Mais un pays ne se gouverne pas à coups de chantage permanent. Une démocratie ne se grandit pas en transformant la censure en réflexe pavlovien. Censurer, parfois, peut être nécessaire. **Censurer systématiquement, c'est renoncer. Renoncer à peser sur le texte, renoncer à corriger, renoncer à amender, renoncer à obtenir des avancées concrètes. Et surtout, renoncer à une évidence : quand on fait tomber tout le monde, à la fin, c'est le pays qui tombe d'abord.**

Il est temps de soigner la censuritude. Non pas en exigeant l'obéissance, mais en retrouvant le goût du travail parlementaire, l'exigence de cohérence et le sens des responsabilités. **Songeons, pour cela, à l'instauration de la proportionnelle ; songeons à des coalitions de projets qui exigent le compromis sans compromission. La proportionnelle, départementale intégrale, est le moyen de redonner confiance à la démocratie représentative** et ce mode de scrutin garantira aux parlementaires la liberté de sortir de cette posture « *le programme, tout le programme, rien que le programme* », pour entrer dans la culture de la construction, de l'amendement et de la responsabilité.

**Concernant le budget de la Nation,** inspirons-nous de l'exemple suédois, où le Parlement peut adopter un budget alternatif sans plonger le pays dans l'instabilité. Allons un pas plus loin. **Instaurons "une censure budgétaire constructive"** : on ne pourrait renverser un gouvernement qu'à la condition d'adopter simultanément un budget alternatif. Censurer ne serait plus bloquer, mais proposer. Une telle évolution suppose une révision constitutionnelle assumée, à la hauteur des blocages démocratiques actuels.

**La prochaine élection présidentielle doit être l'occasion d'un véritable débat sur la modernisation de nos institutions. C'est à ce prix que la France pourra changer de logiciel démocratique et renouer avec l'exigence de l'intérêt général.**  
**Retour à l'essentiel ●**